

Bruxelles, le 6.11.2023
C(2023) 7650 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 6.11.2023

**relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Tchad
pour l'année 2023**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 6.11.2023

**relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Tchad
pour l'année 2023**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article article 23, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre du plan d'action annuel en faveur de la République du Tchad pour 2023, il est nécessaire d'adopter une décision annuelle de financement, qui constitue le programme de travail annuel, pour l'année 2023. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 ('le règlement financier') établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE³.
- (3) Ce plan d'action annuel en faveur de la République du Tchad comprend une action qui contribue à la prise en compte du climat et de la biodiversité, en ligne avec le pacte vert pour l'Europe et l'accord interinstitutionnel.
- (4) La Commission a adopté le Programme indicatif pluriannuel (PIP) pour la République du Tchad pour la période 2021-2027⁴, qui établit les priorités suivantes : la gouvernance, la démocratie, la paix et la sécurité, le développement humain inclusif et le pacte vert.

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ Décision d'exécution de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif pluriannuel pour la République du Tchad pour la période 2021-2027, C(2021) 9104 final du 14.12.2021.

- (5) Les objectifs poursuivis par le plan d'action annuel à financer au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, région « Afrique subsaharienne » consistent à renforcer le partenariat entre l'Union européenne et la République du Tchad, continuer à appuyer la protection de la biodiversité suivant une approche de développement local, au bénéfice de la population et amorcer le développement du secteur agroalimentaire au Tchad.
- (6) L'action intitulée « Programme d'Entreprenariat Agroalimentaire PEA » vise à appuyer le développement et la transformation durable de systèmes agroalimentaires clés du Tchad, suivant la stratégie du Global Gateway, et avec un accent particulier sur l'augmentation des revenus des femmes et des jeunes dans des villes secondaires et leurs bassins de production agricole.
- (7) L'action intitulée « NaturA-Tchad-2 » vise à consolider et transposer les avancées en termes de conservation de la nature et de qualité de vie des populations rurales vulnérables, obtenus dans les « paysages clés de conservation » historiquement soutenus par l'Union européenne au Tchad.
- (8) L'action intitulée « Facilité de coopération (FC) du Tchad » vise à renforcer le partenariat entre l'UE et le Tchad dans le cadre de la mise en œuvre du Programme indicatif multi-annuel 2021-2027 et du contexte post-Cotonou afin de contribuer à l'amélioration de l'efficacité et l'impact de l'aide, ainsi que des actions de communication et de diplomatie publique sur le rôle et la présence de l'UE dans le monde et au Tchad.
- (9) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (10) Il convient que la Commission autorise le lancement d'un appel d'offres moyennant une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision.
- (11) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre de l'action.
- (12) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte.
- À cette fin, pour une partie de l'action des entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier⁵ et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée. Et pour une partie de l'action, la Commission conserve, en vertu de l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier les responsabilités en matière de gestion financière prévues au point 4.4.3 de l'annexe 3.
- (13) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.

⁵ Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

- (14) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (15) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

DÉCIDE:

Article premier
Le plan d'action

La décision annuelle de financement, qui constitue le plan d'action annuel pour la mise en œuvre du plan d'action annuel en faveur de la République du Tchad pour l'année 2023, présentée dans les annexes, est adoptée.

Le plan d'action comporte les actions suivantes :

- (a) « Programme d'Entreprenariat Agroalimentaire PEA », présentée dans l'annexe 1 ;
- (b) « NaturA-Tchad-2 », présentée dans l'annexe 2 ;
- (c) « Facilité de coopération (FC) du Tchad », présentée dans l'annexe 3;

Article 2
Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action pour 2023 est fixé à 80 500 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne suivante du budget général de l'Union:

- (a) 14.020120 – Afrique de l'Ouest

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

Article 3
Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, respectivement au point 4.4.2 de l'Annexe 1, au point 4.4.2 de l'Annexe 2 et au point 4.4.3 de l'Annexe 3.

Article 4
Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁶ des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles

⁶ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Article 5

Subventions et Marchés publics

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions conformément aux conditions précisées dans les annexes. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes mentionnés dans les annexes, sélectionnés conformément au point 4.4.1 de l'annexe 3.

Le lancement d'un appel d'offres en vertu d'une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision est autorisé à partir de la date fixée au point 4.4.2 de l'annexe 3.

Fait à Bruxelles, le 6.11.2023

Par la Commission

Jutta URPILAINEN

Membre de la Commission